

1^{ère}
ASSEMBLÉE
CITOYENNE

RAPPORT FINAL DES TRAVAUX

de l'Assemblée citoyenne
sur la précarité alimentaire
en Haute-Garonne

3 FÉV. 2024
30 NOV. 2024



SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE LA 1^{RE} ASSEMBLÉE CITOYENNE DU DÉPARTEMENT DE HAUTE-GARONNE	4
Contexte.....	4
L'Assemblée citoyenne de Haute-Garonne.....	5
L'AUTO-SAISINE« PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE »	7
L'auto-saisine.....	7
Audition d'expert-es	7
Adoption du rapport.....	7
CALENDRIER DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE.....	8
Introduction.....	10
Définitions.....	10
Proposition transversale: Création d'une structure départementale de coordination de l'action sur la précarité alimentaire	11
AXE I	
Créer et pérenniser un modèle de production alimentaire au niveau départemental pour lutter autrement contre la précarité alimentaire.....	12
Introduction.....	14
Proposition 1 - Le projet et l'installation de fermes départementales pilotes, une forme de « Régie départementale agricole »	15
Proposition 2 - Mettre toutes les mains à la terre.....	19
Proposition 3 - Création d'un label départemental de solidarité et reconnaissance des paysans·nes producteurs·rices	20

AXE 2

Distribution et coordination de l'aide alimentaire 22

Proposition 1.1 – Coordonner les approvisionnements et les financements des associations en lien direct avec les publics précaires24

Proposition 1.2 – Inciter les établissements du CD31 à la récupération des repas non consommés pour redistribution directement auprès des particulier·ères.....26

Proposition 2 – Soutenir et développer les épiceries sociales et solidaires27

Proposition 2.1 – Passer de « consommateur·rice » à « acteur·rice » de l'aide alimentaire via les épiceries sociales et/ou solidaires.....28

Proposition 2.2 – Favoriser l'implantation d'épiceries sociales et solidaires en milieu rural et « l'aller vers » via des épiceries mobiles29

Proposition 3 – Renforcement des services départementaux de la lutte contre la précarité alimentaire, pour un accès à une alimentation saine et de qualité, en connexion avec la production agricole de qualité sur le département (ou en proximité)31

AXE 3

Information, sensibilisation et solidarité..... 32

Introduction 34

Proposition 1 – Imposer les notions de qualité & circuit-court dans les cahiers des charges passés entre les structures dépendantes du CD31 et leurs fournisseurs 35

Proposition 2 – Sensibiliser aux goûts et à la qualité des produits/aliments 36

Proposition 3 – Utiliser des moyens de communications larges et existants pour diffuser des supports pédagogiques sur l'éducation alimentaire.....37

Proposition 4 – Favoriser l'entraide, la solidarité alimentaire entre les personnes liées à un collègue37

COMPLÉMENTS38

Plaidoyer pour la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) sur tout le territoire 38

Discussion ouverte et points de débats..... 38

PRÉSENTATION DE LA 1^{ÈRE} ASSEMBLÉE CITOYENNE DU DÉPARTEMENT DE HAUTE-GARONNE

Contexte

Pour faire face aux différentes crises (économiques, géopolitiques, sociales et écologiques) qui bouleversent nos quotidiens et afin de contribuer à la construction d'un monde plus juste, plus solidaire et plus participatif, le Conseil départemental de Haute-Garonne (CD31) a souhaité compléter les dispositifs existants pour recueillir la parole des citoyen·nes. En effet, le Conseil départemental s'est engagé depuis 2015 dans des politiques ambitieuses en matière de dialogue citoyen permettant aux habitant·es de participer pleinement à l'élaboration de ses politiques publiques. Les objectifs poursuivis sont de restaurer la confiance des habitant·es envers leurs institutions, de développer un « écosystème participatif »

et de répondre ainsi à une forme de crise de la représentation qui existe en France depuis plusieurs années. Convaincu·es que la démultiplication des formes d'expression citoyenne assurera aux habitant·es une meilleure audibilité, les élu·es du Conseil départemental ont souhaité créer une Assemblée citoyenne en Haute-Garonne à l'occasion de leur nouveau mandat 2021-2027.

L'Assemblée citoyenne départementale, mise en place en octobre 2022, permet de mieux associer les habitant·es à la conception des politiques et des services publics du territoire haut-garonnais.



©Adrien Nowak / CD31

L'Assemblée citoyenne de Haute-Garonne

L'Assemblée citoyenne est une instance consultative de réflexion et d'échanges.

Elle constitue une force de propositions pour le Conseil départemental afin de mettre en place des dispositifs de développement concertés sur le territoire de la Haute-Garonne.

Elle exerce sa fonction en rendant des avis et propositions, construits collectivement et argumentés, au Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Ses travaux viennent renforcer et nourrir l'action départementale et les décisions des élu-es, dans un objectif d'amélioration des politiques publiques.

L'Assemblée citoyenne peut travailler et réfléchir sur toute question d'intérêt départemental dans les domaines comme la transition écologique, l'aménagement du territoire, les valeurs républicaines, l'éducation, la culture ou encore le sport.

Composition et fonctionnement

L'Assemblée citoyenne est composée de 162 membres titulaires et de membres remplaçants, désignés à l'issue d'un tirage au sort effectué le 7 juillet 2022, sur la base de candidatures volontaires.

Cet engagement suppose une certaine disponibilité de la part des membres. Par ailleurs, ils s'engagent à ce que les débats se déroulent dans le respect et le calme, et à ne pas tenir de propos injurieux ou menaçants à l'égard d'autres personnes.

Cette instance paritaire qui représente les 27 cantons de la Haute-Garonne de manière égalitaire, reflète la pluralité des territoires du département et la diversité de la population départementale.

L'Assemblée citoyenne dispose d'un mandat de 2 ans.

Elle peut être saisie sur tous les sujets liés au développement et à la vie du département par le Président du Conseil départemental 31. Elle peut également se saisir des sujets qu'elle estime importants après en avoir discuté avec le Conseil départemental, dans une démarche de co-construction. Dans les deux cas (saisine et auto-saisine), le sujet devra être d'intérêt départemental, au sens où il doit offrir une perspective d'amélioration des politiques publiques qui doit pouvoir bénéficier à l'ensemble du territoire. Par opposition, il ne pourra pas concerner qu'un canton ou un nombre limité de cantons. Par ailleurs, il devra être en lien, direct ou indirect, avec les compétences du Département.

Par « lien direct », est entendue la capacité du Conseil départemental de Haute-Garonne à mettre en œuvre une politique publique, sur sa propre initiative. Par « lien indirect », la capacité du Conseil départemental de Haute-Garonne à mobiliser d'autres collectivités comme les intercommunalités, les régions ou les services de l'État, avec lesquels il est en lien.

Au sein de l'Assemblée, des groupes de travail thématiques sont constitués et leurs travaux sont présentés et débattus par l'ensemble des membres. Ces groupes de travail se réunissent entre chaque plénière (en soirée, en présentiel ou en visioconférence).

Ses avis et propositions peuvent être formellement adoptés quand l'Assemblée citoyenne est réunie intégralement en session plénière. Elle peut se réunir jusqu'à 4 fois par an en plénière (sur des samedis).



©Adrien Nowak / CD31

Rôle de l'Assemblée citoyenne

Une grande diversité de sujets peut être abordée et approfondie selon les saisines du Président du Conseil départemental et/ou selon les intérêts et appétences de chacun-e.

Plusieurs approches seront possibles :

- Une approche à « court-terme » pour traiter de sujets en relation directe avec les compétences du Conseil départemental. Cela permet à l'Assemblée citoyenne de soumettre des propositions aux élu-es qui pourront y apporter une réponse et éventuellement s'en saisir pour améliorer la mise en œuvre des politiques publiques.
- Une approche à « moyen-long terme » dont l'objectif est de porter un regard plus lointain sur des thématiques stratégiques en lien avec le territoire.

Les avis et propositions de l'Assemblée citoyenne sont remis au Président du Conseil départemental qui en assurera la diffusion auprès des élu-es du Conseil départemental de Haute-Garonne. Le Président du Conseil départemental tiendra informé-es les membres de l'Assemblée citoyenne des suites réservées à leurs avis et propositions.

Les travaux de l'Assemblée citoyenne poursuivent plusieurs objectifs :

- Identifier, sur chaque problématique étudiée par l'Assemblée, les actions déjà mises en place pour y apporter des propositions d'améliorations, ou bien proposer la mise en œuvre de solutions nouvelles,
- Co-construire les grandes orientations de l'action départementale pour les années à venir,
- Permettre aux élu-es de prendre leurs décisions éclairées de l'avis de citoyen-nés.



L'AUTO-SAISINE « PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE »

L'auto-saisine

Installée le 22 octobre 2022, l'Assemblée citoyenne a tout d'abord été saisie sur le sujet de la transition écologique. Elle a rendu son avis pour cette première saisine le 3 février 2024.

Lors de cette plénière, l'Assemblée citoyenne a été saisie sur le sujet du numérique et a décidé de s'auto-saisir sur le sujet de la précarité alimentaire. Elle a entamé de nouveaux travaux sur ces deux saisines en parallèle.

L'auto-saisine a été définie comme suit :

Comment permettre une égalité d'accès à une alimentation digne au nombre croissant de personnes en situation de précarité alimentaire ?

Déroulement des travaux de l'Assemblée

Les travaux de l'auto-saisine se sont déroulés en trois phases, alternant entre les plénières et interplénières.

- › Une phase d'acculturation, entre mars et mai : plusieurs auditions et visites de sites ont permis de découvrir et s'appropriier le sujet de la précarité alimentaire.
- › Une phase de délibération, de la plénière du 25 mai à la plénière du 5 octobre : plusieurs réunions et rencontres de travail, entre les deux plénières, ont permis de faire émerger des pistes d'action, de les prioriser et de les organiser, avant de les approfondir.
- › Une phase de rédaction, en octobre et jusqu'à la plénière de clôture le 30 novembre : une fois les axes et propositions organisés, des groupes de rédaction sont constitués et lancent la rédaction du rapport final.

Audition d'expert·es

Afin de permettre que les travaux soient les plus pertinents possibles, une appropriation préalable a été nécessaire sur les compétences et les politiques du Conseil départemental de la Haute-Garonne, les principaux enjeux du numérique sur son territoire et les actions déjà engagées sur les usages du numérique.

Adoption du rapport

Lors de la plénière du 30 novembre, le rapport Précarité alimentaire est adopté à soixante-six voix « pour » et quatre abstentions.

CALENDRIER DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE

La plénière du 3 février

Choix du sujet d'auto-saisine

La phase d'acculturation

- › **28 mars 2024** – Visioconférence de lancement des travaux de saisine et d'auto-saisine
- › **10 avril 2024** – Audition du CNA & du COCOLUPA
- › **18 avril 2024** – Réunion de cadrage de l'auto-saisine
- › **21 mai 2024** – Audition de D. Paturel & du collectif SSA
- › **Avril à juin 2024** – Visites de structure de l'aide alimentaire

La plénière du 25 mai

- › Audition de J.-L. Clément, Président du GESMIP
- › Rencontre des acteur·ices du territoire
 - Miam Up** - Margaux Zekri
 - GESMIP** - Jean-Louis Clément
 - Secours populaire** - Houria Tareb
 - Entr'act Etudiant** - Sonia Ballandras
 - Banque alimentaire** – Christophe Desfemmes
 - Cocagne alimen'terre** – Amandine Monteil
 - Caissalim Est** – Sikadié Samaké & Sarah Cohen
- › Émergence et choix des axes de travail

La phase de délibération

- › **18 juin 2024** – Visioconférence du groupe auto-saisine
- › **26 juin 2024** – Rencontre au CD des groupes saisines
- › **5 septembre 2024** – Rencontre au CD des groupes saisines
- › **10 septembre 2024** – Visioconférence du groupe auto-saisine

La plénière du 5 octobre

- › Débat mouvant sur les sujets sensibles
- › Approfondissement et structuration des propositions

La phase de rédaction

- › **Octobre 2024** – Visioconférences et réunions des groupes de rédaction
- › **6 novembre 2024** – Rencontre au CD des groupes saisines
- › **12 novembre 2024** – Visioconférence du groupe auto-saisine
- › **25 novembre 2024** – Visioconférence des groupes saisines

La plénière du 30 novembre

Adoption et remise du rapport

Mise en forme & illustration du rapport

Décembre 2024



INTRODUCTION

Définitions

Définition « Lutte contre la précarité alimentaire »

« La lutte contre la précarité alimentaire vise à favoriser l'accès à une alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale. Elle s'inscrit dans le respect du principe de dignité des personnes. Elle participe à la reconnaissance et au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement. »

(Article L-266-1 du Code d'action sociale et des familles CASF depuis 2018)

Définition « Qualité alimentaire »

Selon la définition proposée par le « labo de l'Économie Sociale et Solidaire : « Il s'agit d'une alimentation saine pour le corps et l'environnement, gustative et composée de produits dont on connaît l'origine ».

Selon le CIVAM, « la qualité en alimentation est une notion complexe et multidimensionnelle » dont on peut définir les composantes : « la qualité nutritionnelle, la qualité sanitaire, la qualité organoleptique (goût), la qualité du service, ainsi que les qualités éthiques et culturelles ».

<https://www.civam.org/wp-content/uploads/2021/02/FICHE-12.pdf>

SOURCE UTILE

Le Comité national de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa)

<https://solidarites.gouv.fr/le-comite-national-de-coordination-de-la-lutte-contre-la-precarite-alimentaire-cocolupa>

LECTURE UTILE

Analyse du système alimentaire de la Région Occitanie de sa durabilité et sa résilience (Publication sept 2023)

<https://librairie.ademe.fr/agriculture-alimentation-foret-bioeconomie/6842-analyse-du-systeme-alimentaire-de-la-region-occitanie-de-sa-durabilite-et-de-sa-resilience.html>

Proposition transversale : Création d'une structure départementale de coordination de l'action sur la précarité alimentaire

À partir des axes identifiés et sélectionnés lors de la plénière du 25 mai, les membres du groupe auto-saisine ont formulé la proposition ambitieuse et transversale de construire une structure de coordination : « Création d'une structure agricole publique coopérative départementale pour l'aide alimentaire » (axe 2 sélectionné lors du vote au jugement majoritaire en plénière).

Au fil des travaux entre juin et septembre, les membres ont approfondi cet axe et, en développant les propositions des autres axes, ont décidé lors de la plénière du 5 octobre de créer une proposition chapeau qui pourrait porter et piloter les propositions des axes 1 et 2 (Production et Distribution).

Définition de la structure

Pour lutter contre la précarité alimentaire de façon transversale, systémique et à l'échelle de tout le département, il est proposé de mettre en place une structure publique, financée et organisée par le Département, qui pourrait coordonner l'ensemble des actions portées sur ce sujet.

Cette structure doit aussi pouvoir porter le projet de fermes départementales pilotes, comme détaillé dans l'axe 1.

Gouvernance

Cette structure bénéficierait à adopter une forme d'organisation coopérative. Elle devrait avoir une gouvernance impliquant les différent-es acteur-ices concerné-es par ses activités, tant de production agricole locale que de distribution et d'aide alimentaire.

Cette gouvernance pourrait être tournante, pour favoriser la participation de toutes les parties prenantes. Cette gouvernance serait gérée et pilotée collectivement de façon coopérative incluant des représentant-es des citoyen·nes bénéficiaires du dispositif.

Elle pourrait s'inspirer de ce qui existe pour l'habitat, avec une forme de partenariat entre l'État et le CD31.

Missions générales : production et distribution

Pour s'attaquer de façon transversale à la précarité alimentaire, l'Assemblée citoyenne considère essentiel de lier les enjeux de production agricole, locale et de qualité, et de distribution et d'aide alimentaire.

La structure publique de coordination aurait principalement en charge :

- › L'établissement du Département comme acteur de la production agricole du territoire, mise au service de la lutte contre la précarité alimentaire,
- › La coordination et mise en lien des producteur-ices et acteur-ices de la distribution alimentaire sociale et solidaire,
- › Le soutien des initiatives et projets de lutte contre la précarité alimentaire.

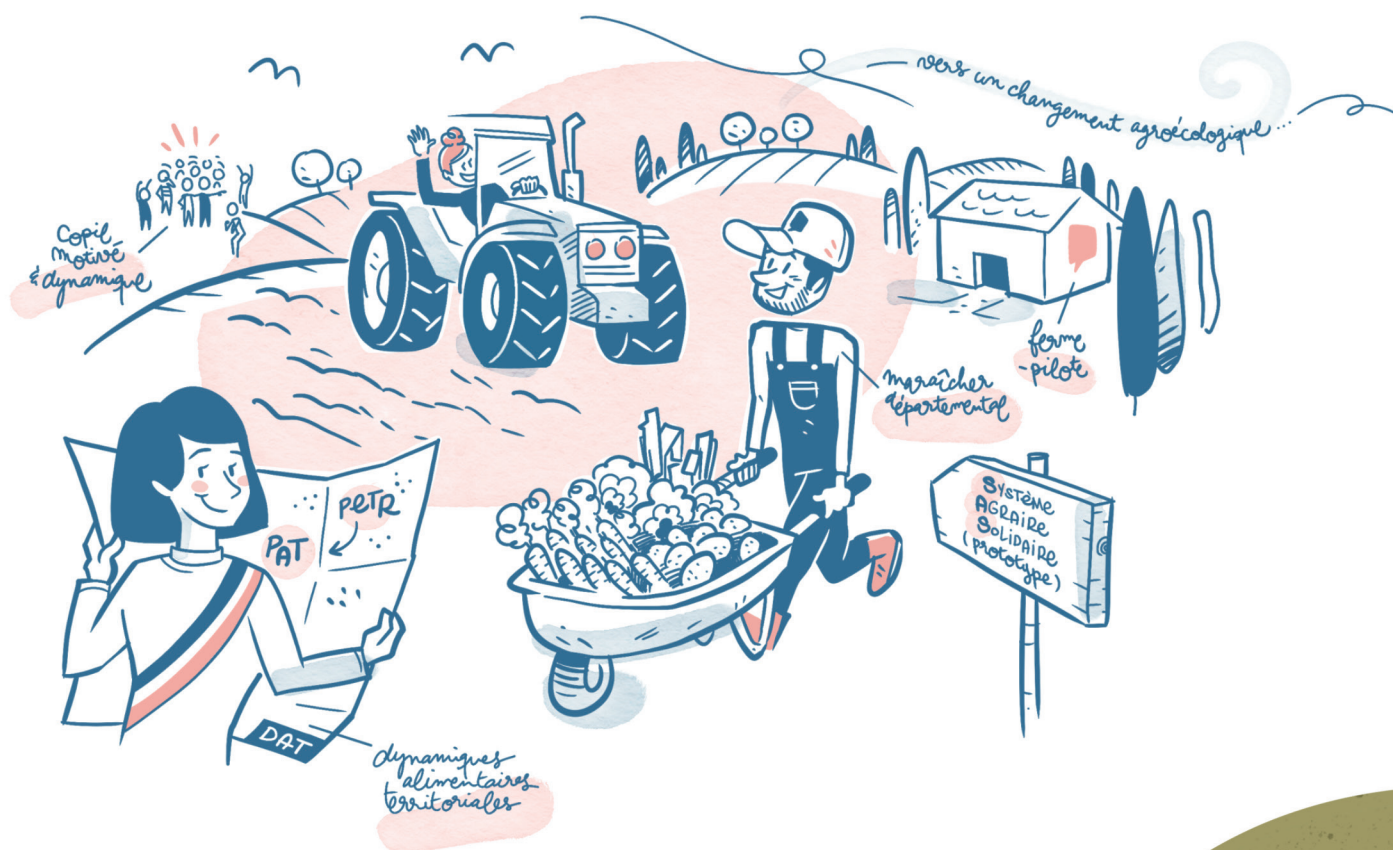
Ces activités nécessitent un ou plusieurs postes en charge de la coordination et de la mise en œuvre. Grâce à la position centrale de cette structure dans la politique publique de lutte contre la précarité alimentaire au niveau départemental, ces chargé-es de mission auraient accès à l'ensemble des informations nécessaires et auraient un lien privilégié avec les agent-es des directions concernées du Département.

Axe 1

Créer et pérenniser un **modèle de production alimentaire** au niveau départemental pour **lutter autrement** contre la précarité alimentaire

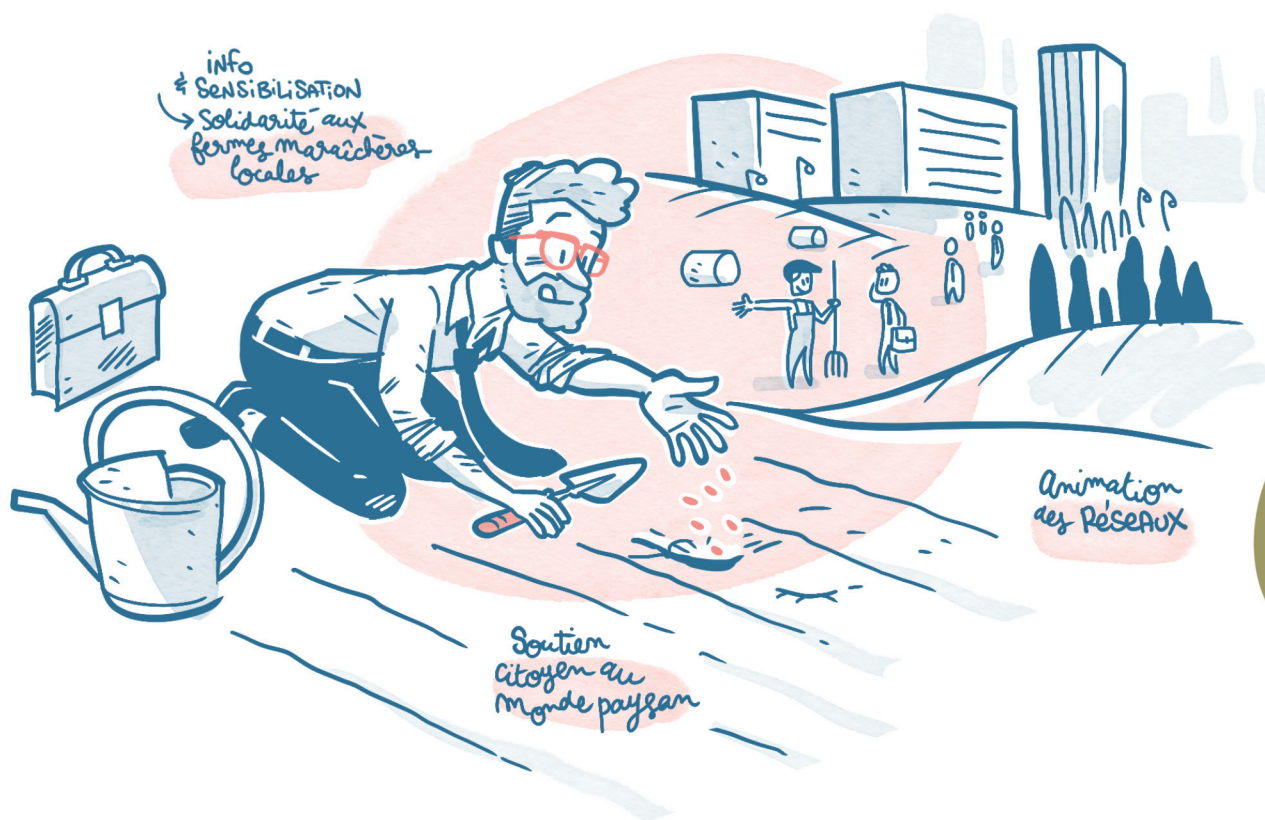
PROPOSITION
1

Le projet et l'installation de **fermes départementales pilotes**, une forme de « Régie départementale agricole »



Mettre toutes les mains à la terre

PROPOSITION
2



Création d'un label départemental de solidarité et reconnaissance des paysans producteurs

PROPOSITION
3



pierre
CHANUT

AXE I Créer et pérenniser un modèle de production alimentaire au niveau départemental pour lutter autrement contre la précarité alimentaire

INTRODUCTION

Partant du constat que les personnes en situation de précarité économique et alimentaire sont de plus en plus nombreuses, nous, membres de l'Assemblée citoyenne, souhaitons par les propositions suivantes apporter une réponse sur le versant de la production agricole alimentaire, de qualité suffisante et accessible pour tou·tes à l'échelle du territoire de la Haute-Garonne.

Avec ce constat bien en mémoire, ce projet, les recherches qu'il nécessite, tout comme les actions qui en découleront, entraînent un nouveau regard sur les priorités de la politique agricole du CD31 visant la valorisation d'une approche plus systémique afin de tendre vers une production alimentaire résiliente et durable dont voici quelques éléments indicatifs : la mesure de la production agroécologique tenant compte des changements climatiques, la gestion et conservation des semences de qualité, une bonne organisation des cueillettes et de la transformation, de la distribution alimentaire au plus près de tou·tes les usager·ères, du stockage en cas de rupture d'approvisionnement général, de l'évolution vers une saine consommation, de la lutte contre le gaspillage ainsi que de la gestion environnementale des déchets organiques tant agricoles que des ménages ou foyers. De nombreuses initiatives citoyennes, souvent sous forme associatives, sont déjà à l'œuvre avec vaillance sur le terrain. Elles ont encore besoin d'aide et de soutien et peuvent assurément bénéficier de davantage de visibilité et de support de communication, voire de mise en réseau. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la bifurcation écologique nécessaire pour l'intérêt général.

Nous profitons de cette opportunité pour insister sur l'importance de la reconnaissance et la valorisation des métiers de paysan·nes et de l'encouragement par une vive solidarité de la part du public consomm·acteur·ice. Nous souhaitons au cœur de ce projet remettre au goût du jour certains vocables de la paysannerie, insister sur l'importance de la transmission de ce patrimoine essentiel et enfin encourager dynamiquement son renouvellement.

Selon nous, le paysan ou la paysanne est une personne détentrice d'un savoir-faire agricole ou pastorale, par la culture des sols vivants, par l'élevage raisonné d'animaux (incluant l'apiculture), en zone rurale ou péri-urbaine, et qui possède un savoir-être écologique propre à ce terroir dans le respect de sa précieuse biodiversité. Le souhait commun est celui du partage de ce patrimoine avec les générations à venir.

PROPOSITION 1

Le projet et l'installation de fermes départementales pilotes, une forme de « Régie départementale agricole »

Nous demandons au Département comme aménageur du territoire de proximité et source d'investissement d'apporter davantage de soutien aux acteur·ices locaux·ales engagé·es dans cette transition agricole et alimentaire, à leur interconnaissance et collaboration sur le terrain.

ACTION 1

Mettre en lumière un diagnostic départemental et travailler main dans la main avec les collectivités territoriales

Pour le diagnostic du territoire, il s'agit de consulter la richesse des informations déjà collectées par les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) existants. Ces derniers seraient accompagnés dans leurs phases opérationnelles et seraient développés dans chaque pays, en partenariat avec les Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR - Établissement public d'intérêt communautaire au sens aménagement du territoire). Et si nécessaire envisager et permettre une déclinaison du programme national pour l'alimentation vers de nouvelles initiatives qui pourraient être titrées comme « Dynamiques Alimentaires Territoriales » (DAT).

Nous préconisons un fonctionnement par l'application du principe de subsidiarité. Il s'agit que l'instance décisionnelle soit localement présente via les Conseils de développement (CoDév - Instances de démocratie participative en assemblée, composées de bénévoles et mises en place dans les établissements publics de coopération intercommunale) ou toutes autres formes citoyennes de démocratie participative.

ACTION 2

Mobiliser un comité de pilotage (CoPil) motivé et dynamique

Rechercher et créer un partenariat avec un·e accompagnateur·ice spécialisé·e en ingénierie de projet, qui connaît bien le territoire, voire même s'appuyer sur des acteur·ices compétent·es de ce domaine déjà connu·es en Haute-Garonne (100° Singe, Réseau Cocagne, Caiss'alim, etc.).

Dans cette perspective, est-ce que Haute-Garonne Ingénierie a toutes les compétences :

- ② pour faire émerger un modèle organisationnel, économique et de gouvernance partagée ?
- ② pour réaliser un état des lieux des terres disponibles sur le territoire ?



AXE I Créer et pérenniser un modèle de production alimentaire au niveau départemental pour lutter autrement contre la précarité alimentaire

ACTION 3 : Envisager l'audace d'une définition idéale

Nous proposons que ce type de ferme départementale soit basé et inspiré du système agraire solidaire (SAS), et devra jouer le rôle de pôle départemental avec une ambition de coordination, de mutualisation et de valorisation.

« Un Système Agraire Solidaire (SAS) est une ferme coopérative composée d'agriculteurs dont les productions diffèrent et se complètent tant agronomiquement que dans l'assiette du consommateur. La mutualisation des frais, des équipements, des savoirs et des temps d'entraide est le pilier du fonctionnement de cette coopérative d'activités. »

SOURCE

Système Agraire Solidaire est une association Loi 1901 visant à aider l'émergence de projets de fermes coopératives et mutualistes. SAS va participer à la naissance d'une ferme coopérative pilote afin de l'étudier et de définir les grands principes et scénarii possibles pour créer de telles fermes.
<https://adress-normandie.org/reseau/systeme-agraire-solidaire/>

L'idée est d'étudier la faisabilité de ce système coopératif départemental ; d'en extraire des méta-règles au niveau agronomique et agroécologique, juridique, comptable et financier, de l'organisation du travail et de la gouvernance partagée, de la mutualisation et de la coopération. Il va de soi que cette modélisation et sa mise en œuvre doivent viser la pérennité. Après avoir évalué l'efficacité et l'opérationnalité de ce modèle, il s'agira de projeter son essaimage sur l'ensemble du territoire dans les meilleurs délais.

ACTION 3 (SUITE) : Nos sources d'inspiration pour une définition idéale

Exemple de définition du modèle issue de la recherche-action actuelle de 6 expérimentations dans 6 territoires en Occitanie.

« Les tiers-lieux de solidarité et de transition alimentaire sont des espaces de proximité, gérés et gouvernés collectivement, qui prennent vie dans un ou plusieurs lieux physiques mais aussi dans l'espace public à travers de multiples activités. Leur émergence est basée sur la prise en compte de la précarité et des inégalités alimentaires sur un territoire, sur l'exercice d'une "citoyenneté alimentaire" et sur des coopérations à différents niveaux, notamment avec le monde agricole en transition. Ils visent à relier les dimensions sociales, économiques, environnementales et politiques, et portent une dynamique de transformation sociale (visant des changements dans les manières d'agir et dans les rapports sociaux) en faisant de l'alimentation un sujet politique. Ils constituent des espaces où peut se penser et se vivre la démocratie alimentaire.

Les tiers-lieux sont susceptibles de développer différents types d'activités et de fonctions liées à l'approvisionnement des habitant·es (réseaux de producteur·ices, vente directe, visites et chantiers fermiers...) à la distribution (groupement d'achats, épiceries coopératives...), à la transformation (cuisine sous toutes ses formes, conserverie, jardin familiaux...) et à la consommation (restauration, repas collectifs, dégustations, actions de sensibilisation intégrées aux activités), tout en mettant au centre les conditions d'accès pour tous et toutes (accès financier, physique, symbolique...). Ils s'inscrivent dans des circuits alimentaires territorialisés qui recherchent une meilleure durabilité.

Ils portent aussi sur la dimension sociale et psycho-sociale de l'alimentation. Ils sont ainsi susceptibles de développer tous types d'activités de lien social et d'entraide (échange de services, café, ateliers, groupes de paroles, accès aux droits...). En mettant en avant la posture d'acteur·ice-bénéficiaire, ils reposent sur la participation des habitant·es et l'action collective dans une logique d'éducation populaire (conscientiser, agir ensemble, transformer), et constituent des espaces de renouvellement de l'intervention sociale (accueillir, mobiliser, impliquer, accompagner) impliquant les personnes concernées, les bénévoles et les travailleur·ses sociaux·ales. »

SOURCE TRÈS IMPORTANTE POUR CETTE RECHERCHE-ACTION

« Une place à table », Guide pédagogique pour la co-construction de Tiers-lieux de solidarité et de transition alimentaire. https://www.leris.org/wp-content/uploads/2022/03/Tiers-Lieux-de-Solidarite-Guide-LERIS_blanc.pdf

À LIRE ABSOLUMENT

Les tiers-lieux nourriciers engagés pour la transition agroécologique et alimentaire, FAB'LIM, INRAE, InCitu, Chaire AgroSYS, DRAAF Occitanie, 2020 (60 pages)

L'exemple des Régies Municipales Agricoles, au total une quarantaine actuellement en France

L'exemple des cuisines et de la régie municipale de production maraîchère bio à Carbonne 31390

« Afin de fournir les cuisines autonomes des groupes scolaires en légumes bio et ultra-frais, la municipalité a décidé en 2021 la création d'une régie de production maraîchère labellisée « agriculture biologique ». Garantir la qualité des légumes, s'engager pour le développement durable et augmenter le potentiel pédagogique en faveur du bien-manger ont été les principales motivations de l'équipe municipale. »

SOURCE

<https://www.ville-carbonne.fr/-16-La-regie-municipale-de-.html>

Rappel : « Preuve supplémentaire de l'engagement du Département en faveur d'une meilleure alimentation pour tous, outre la gratuité totale ou partielle de la cantine scolaire dont bénéficient 22 000 collégiens, la collectivité a décidé que d'ici 5 ans tous les collèges publics proposeront des repas 100 % faits maison, locaux, bio. »

SOURCE

<https://www.haute-garonne.fr/dossier/bien-manger>

Autre dynamique exemplaire de tiers-lieu nourricier solidaire : L'Archipel de la transition à Kembs en Alsace ...

Où les paysan·nes maraîcher·ères sont salarié·es d'une mairie et ont pour rôle de cultiver les fruits et légumes pour la cantine scolaire des enfants du village ainsi que pour l'épicerie solidaire et coopérative. Ils et elles peuvent être parties prenantes de l'organisation de projets pédagogiques avec les écoles de leur territoire. L'idée est que les enfants aient accès à la ferme avec un encadrement agricole, du scolaire et des habitant·es voisin·es bénévoles pour suivre les cultures selon les saisonnalités durant toute l'année, de la graine à l'assiette, de la fourche à la fourchette.

SOURCE

<https://archipeldekembs.eu/>

Plus proche de chez nous, l'exemple de l'Oasis gourmand, tiers-lieu nourricier à Huos 31210

« Un lieu pour soutenir la transition écologique alimentaire et agricole par les coopérations locales.

Axe 1 : Émancipation alimentaire & actions sociales (Paniers solidaires, Aide alimentaire, Organisation de session de glanage en accord avec les producteur·ices, Ateliers nourriciers, Ateliers jardinage, Chantier jeunes.)

Axe 2 : Production bio & valorisation (Maraîchage, plantes aromatiques, miel, semences paysannes, Valorisation espaces verts et cours d'eau, Restauration et traiteur, Marché de producteur·ices, Pépinière végétal local, Logistique de vente et distribution en circuits-courts.)

Axe 3 : Soutien aux acteur·ices professionnel·les (Mutualisation de moyens matériels et humains, Appui aux porteurs de projets, Espace de travail partagé, locaux et hébergement.)

Axe 4 : Médiation Emploi & formation (Ateliers insertion professionnelle et formation, Découverte métiers transition agricole et alimentaire, Formation cuisines nourricières.) »

Joyeux exemple sur notre territoire : LOKO'MINGES L'épicerie qui nous rassemble

<https://locominges.com/>

AXE I Créer et pérenniser un modèle de production alimentaire au niveau départemental pour lutter autrement contre la précarité alimentaire

ACTION 3.1

À quand des emplois de maraîcher·ères départementaux·ales ?

Nous proposons l'étude sérieuse de la faisabilité de créer des emplois de maraîcher·ères au niveau départemental ou au moins d'apporter un soutien à la mise en place de ces mêmes emplois dans les municipalités.

SOURCE

« *Bio et local : quand les villes cultivent elles-mêmes leurs fruits et légumes.* » <https://reporterre.net/Bio-et-local-quand-les-villes-cultivent-elles-memes-leurs-fruits-et-legumes>

ACTION 4

Entraîner le système agricole local vers le changement agroécologique maintenant incontournable

Le département devra s'interroger sur la mise à disposition du foncier disponible en partenariat avec les collectivités territoriales, le tout au service d'un intérêt général plus ambitieux. Ici, c'est une question de rapport entre moyens et réels besoins de subsistance collectifs et de définition de priorité. Comment entreprendre la reconquête de terres agricoles pour le besoin alimentaire local ? Placer l'alimentation agroécologique au cœur des décisions d'aménagement du territoire et de son développement pour favoriser une économie durable. Osons ensemble faire de cette modélisation de « Régie départementale agricole », système agraire solidaire et pôle de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire, un projet exemplaire d'innovation territoriale.

Faudra-t-il envisager, dans le cadre de l'objectif « zéro artificialisation nette », la réhabilitation de certaines friches « industrielles » qui serait un axe stratégique de la politique d'aménagement du territoire ? Dans un premier temps, il est possible d'optimiser les terrains aux environs des collèges du département, en partenariat avec les communes.

Serait-il possible de déployer un « contrat agriculture durable » comme outil de financement des terres agricoles, possiblement en partenariat avec la Région Occitanie ? Le Département se porterait acquéreur de terres agricoles dans l'objectif de faciliter l'installation des nouveaux·elles agriculteur·ices en agroécologie ?

Autre partenaire possible : « Terre de Liens s'appuie sur une dynamique associative et citoyenne qui permet d'acquérir des terres agricoles, d'installer une nouvelle génération paysanne sur des fermes en agriculture biologique. Ces lieux recréent du lien entre paysans et citoyens, tout en favorisant la biodiversité et le respect des sols. »

<https://terredeliens.org/>

Nous pensons que l'ambition de ce projet d'installation de fermes départementales pilotes serait de créer un double prototype de système agraire solidaire sur le terrain, à la fois dans un contexte rural et péri-urbain tenant compte des spécificités géographiques du département de la Haute-Garonne.



PROPOSITION 2

Mettre toutes les mains à la terre

Nous proposons que le Département s'engage à :

- ③ Réaliser une campagne d'information et de sensibilisation vers le grand public, à l'échelle de tout le territoire, avec pour objectif sa mobilisation à une solidarité aux fermes maraîchères locales.
- ③ Soutenir activement l'animation de réseaux sur cette thématique.
- ③ Considérer que les paysan·nes sont le meilleur levier pour reconnecter les citoyen·nes à la terre nourricière et appeler les citoyen·nes volontaires à soutenir le monde paysan.

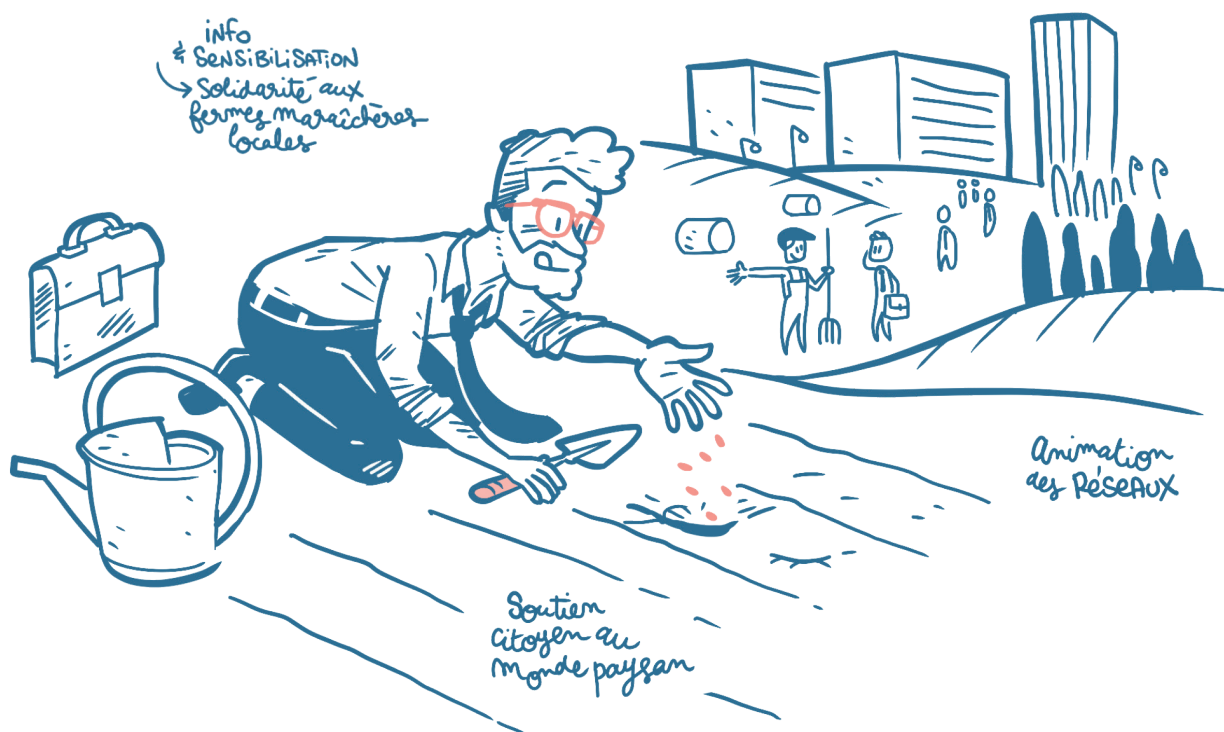
Comment promouvoir la libération du temps de travail pour tou·tes afin de cultiver et produire ensemble ? Les agent·es des collectivités seraient concerné·es et les entreprises du département pourraient être sensibilisées à cette démarche. Les diverses initiatives et projets prendraient des formes variées d'espaces comestibles (par exemple, des espaces maraîchers communaux). L'objectif ici est de mobiliser toutes les énergies créatives, avec pour plaidoyer davantage d'engagement citoyen individuel, afin que chacun·e soit acteur·ice responsable de l'adaptation aux changements climatiques et sociétaux.

Ce serait également un moyen de pallier au manque de main d'œuvre de l'agriculture et ainsi d'assurer l'autonomie alimentaire locale, saine, durable, engagée et inclusive.

L'Association « Les ateliers ICARE » propose déjà en 2024 une convention d'accueil dédiée à l'expérimentation poly-activité choisie bénévole en partenariat avec 14 fermes maraîchères sur le territoire de la Haute-Garonne. Pour plus de détails, voir source suivante.

SOURCE

<https://lesateliersicare.org/4b1f-deroule-volontaire-polyactif/>



AXE I Créer et pérenniser un modèle de production alimentaire au niveau départemental pour lutter autrement contre la précarité alimentaire

PROPOSITION 3

Création d'un label départemental de solidarité et reconnaissance des paysan·nes producteur·rices

Promouvoir et solidifier le lien entre les producteur·ices (locaux·ales, voir départementaux·ales) et le public consomm·acteur nous tient à cœur. Comment valoriser la qualité des produits en cohérence écologique (ex : vente directe à la ferme ou distribution en circuit courts, conservation de la biodiversité) à une juste rétribution des paysan·nes ? Cette proposition vise à sortir de la vision marchande de l'alimentation par la grande distribution et de reconnaître la véritable valeur du labeur agricole.

ACTION 1

L'harmonisation par le dialogue entre le Département et les paysan·nes ; la création d'une « charte »

Il nous semble important de préciser que cette proposition se veut être un soutien additionnel aux paysan·nes et non être l'objet de contraintes techniques ou administratives supplémentaires, la réglementation actuelle en matière de qualité et d'environnement étant déjà lourde à gérer au quotidien.

Dans la dynamique de réseaux de tiers-lieux nourriciers, ce label aurait pour but de garantir des valeurs de solidarité, de pérennité dans le système de partenariat souhaité entre le Département et certain·es producteur·ices.

Qui dit label de reconnaissance solidaire dit élaboration d'une charte entre les parties concernées désireuses de concourir au développement de ce dispositif d'aide vis-à-vis de la précarité alimentaire. Par ailleurs, une ferme autonome du territoire pourrait être labellisée par le département car elle contribue à la résilience alimentaire territoriale.

Ce label permettrait aussi une plus grande visibilité auprès du grand public de l'engagement du département envers le maintien de la paysannerie et son renouvellement. L'adhésion au label offrirait aux agriculteur·ices un marché plus large, par exemple avec la possibilité de vendre des produits non conventionnels (comme les fruits et légumes « moches ») ou de pouvoir fournir de façon préférentielle les collectivités et établissements de restauration collective dépendant du Département.

Ce label pourrait aussi être une source de soutien financier (subventions, aides...) et administratif (aide dans les procédures, accompagnement), en particulier pour favoriser la transition des agriculteur·ices et leur adaptation au changement climatique.

ACTION 2:

Mise en place et distribution de bons alimentaires de solidarité aux paysans·nes volontaires

Dans le cadre d'un circuit vertueux de la fourche à la fourchette, nous proposons qu'un bon solidaire valorise les producteurs·rices du territoire, engagé·es dans ce dispositif de solidarité face à la précarité alimentaire.

Les personnes en situation de précarité accéderaient aux produits directement à la ferme, ou aux marchés de plein vent ou en circuits courts par le biais ces bons alimentaires de solidarité paysanne.

Les bons alimentaires de solidarité paysanne seraient distribués par les agent·es territoriaux·ales des MDS qui connaissent bien la situation des personnes dans le besoin.

Nous voyons entre autres deux avantages à la mise en place et à la distribution de ces bons alimentaires de solidarité aux paysan·nes volontaires :

1^{er} avantage - Un accès à des produits frais issus du maraîchage, des fruits de vergers, de la production laitière, des propositions de paysan·ne boulanger·ère, des miels de l'apiculteur·ice, etc. Ces ingrédients semblent souvent en moindre proportion dans les paniers de type «épicerie solidaire» qui doivent s'organiser avec les invendus des supermarchés et les produits secs ou en conserves, récoltés à l'occasion des campagnes annuelles de dons du public.

2^e avantage - Et comme une monnaie locale, les bons alimentaires de solidarité paysanne seraient créés pour une zone géographique limitée qu'est la Haute-Garonne, fonctionneraient en complément de la monnaie nationale qu'est l'euro, et défendraient des principes liés à l'économie territoriale, sociale et solidaire. Par conséquent, ces bons n'auraient pas de cours légal et ne pourraient faire l'objet de spéculation.

Le système de bons alimentaires serait conditionné à se fournir uniquement chez les producteurs·rices ayant obtenu le label évoqué ci-dessus et soutiendrait la production locale de qualité et solidaire.



Axe 2

Distribution et coordination de l'aide alimentaire

PROPOSITION
1.1

Coordonner les approvisionnements
et les financements des associations
en lien direct avec les publics précaires



Inciter les établissements du CD31 à la
récupération des repas non consommés
pour redistribution directement auprès
des particuliers

PROPOSITION
1.2



Passer de « consommateur·rice » à « acteur·rice » de l'aide via les épiceries sociales et/ou solidaires

PROPOSITION
2.1



PROPOSITION
2.2

Favoriser l'implantation d'épiceries sociales et solidaires en milieu rural et « l'aller vers » via des épiceries mobiles



Renforcer les services départementaux de la lutte contre la précarité alimentaire, pour un accès à une alimentation saine et de qualité

PROPOSITION
3



pierre
CHANUT

**PROPOSITION
1.1**

Coordonner les approvisionnements et les financements des associations en lien direct avec les publics précaires

Les enjeux auxquels répondent la proposition

Il existe aujourd'hui 203 lieux proposant des services d'aide alimentaire aux usagers·ères en Haute-Garonne [1]. Ces lieux sont approvisionnés par plusieurs acteur·rice·s [2].

Colis alimentaire

96

Distribution de repas

44

Épicerie sociale et solidaire

42

Distribution de bon / chèque alimentaire

24

Jardin solidaire

18

Atelier cuisine

11

Colis bébé

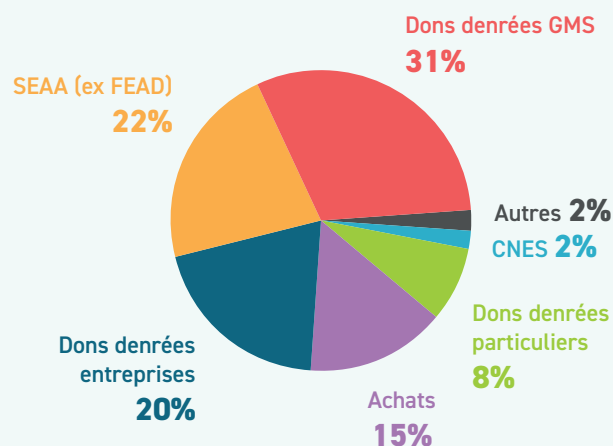
2

Cuisine partagée

2

Répartitions des services proposés par les 203 lieux de la lutte contre la précarité alimentaire en Haute-Garonne [1]

L'écosystème de lutte contre la précarité alimentaire contient une grande quantité de lieu en lien direct avec les publics précarisés, et aussi, une grande quantité de sources d'approvisionnement de ces lieux. Cette diversité d'acteur·ices et de liens permet d'offrir un service qui correspond au mieux aux besoins des territoires et des habitant·es en difficulté, mais aussi d'être résilient sur l'approvisionnement.



Sources d'approvisionnement des associations en France [2]

Cependant, cette multiplication récente d'acteur·ices peut engendrer une compétition dans ce secteur. Les structures peuvent rentrer en concurrence sur les approvisionnements en denrées alimentaires et sur les financements (subvention, appel à projet, etc) [3].

Exemple sur l'approvisionnement : Le législateur via la loi Egalim avait prévu des débouchés pour l'aide alimentaire via les GMS (Grandes et Moyennes Surfaces). Finalement, ces dernières ont mis en place des mécanismes de valorisation de ces produits à leur profit. Concrètement, les denrées destinées aux dons aux associations – en gris sur le diagramme ci-dessus – peuvent dorénavant être vendues directement aux consommateur·ices via le mécanisme « dates courtes ». Cette vente se fait directement par le magasin, ou par l'utilisation d'un intermédiaire comme l'application Too Good To Go [4]. Ce mécanisme engendre une réduction des dons de denrées des GMS et entreprises aux associations.

Description de la proposition

La partie «distribution» de la structure publique de coopération se chargerait de la cohérence des ressources alimentaires et financières des structures qui préparent et fournissent les aides alimentaires.

Elle s'occuperait notamment de :

1. Identifier et référencer les structures d'approvisionnement et des structures de distribution alimentaire, comme peut déjà le faire le Soliguide [5]
2. Communiquer au grand public sur l'écosystème de l'accès à une alimentation suffisante et de qualité pour tou·tes et sur la dimension «intérêt général» de cette thématique (pour tou·tes, santé, alimentation, agriculture, ...)
3. Communiquer sur les manières d'aider. Exemple : le grand public connaît peu le mécanisme de réduction d'impôt s'opérant lors d'un don ou d'une cotisation aux associations reconnues d'intérêt général, don alimentaire, bénévolat, ...
4. Référencer les denrées alimentaires que peuvent fournir les différentes sources d'approvisionnements pour le territoire, et les besoins des associations de l'aide alimentaire en lien direct avec les publics précaires. On pourrait utiliser un outil du type :

	Type de produit	Quantité	Fréquence d'approvisionnement	...
Je suis une association de l'aide alimentaire en lien direct avec les publics précaires et je cherche				
Je suis une source d'approvisionnement et je propose				

5. Le suivi des évolutions de ces offres et demandes (via l'outil ci-dessus). Ce qui permettrait à terme, la prédiction des impacts des crises sur les approvisionnements (guerre, pandémie, etc.).

Implication des acteur·rices

- Les institutions publiques (état, collectivités territoriales, Caisse d'allocations familiales, services territorialisés du CD, Centre communal d'action social...)
- Les structures de l'aide alimentaire en lien direct avec les publics (associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire...)
- Les structures de l'approvisionnement (associations, producteurs·rices, grandes et moyennes surfaces...)



RÉFÉRENCES

[1] Solidata version pro - Tableau de bord «Analyse de la solidarité territoriale» - 28/10/2024

[2] Audition de l'administration en charge de la lutte contre la PA par l'AC du CD31 - Ghislaine Palix-Cantone - 10/04/2024

[3] Audition du GESMIP par l'AC du CD31

[4] <https://www.toogoodtogo.com/fr>

[5] www.soliguide.fr

PROPOSITION
1.2

Inciter les établissements du CD31 à la récupération des repas non consommés pour redistribution directement auprès des particulier·ères

Afin de lutter contre le gaspillage et aider les personnes en situation de précarité, le CD31 doit inciter les établissements qui dépendent de lui, notamment de restauration collective, à récupérer et redistribuer les repas non consommés, soit directement auprès de personnes en situation de précarité alimentaire, soit en redirigeant vers les associations de l'aide alimentaire.



PROPOSITION 2

Soutenir et développer les épiceries sociales et solidaires

Introduction

Aujourd'hui, les acteur·ices de l'aide alimentaire posent le constat d'une augmentation importante de leur activité, de l'apparition de nouveaux publics précarisés, d'une iniquité de l'offre d'aide alimentaire sur le territoire départemental et d'une offre itinérante ou rurale peu développée.

Les épiceries sociales et solidaires [1] sont à la croisée des épiceries sociales (Espace d'aide alimentaire à destination des personnes en difficulté, en majorité géré par des organisations publiques comme un CCAS ou CIAS. Elles sont plus institutionnalisées et anciennes) et des épiceries solidaires (Lieu d'accueil et d'accompagnement social dont l'entrée est l'aide alimentaire, majoritairement géré par des organisations privées non lucratives : association loi 1901, groupements).

Plusieurs réseaux d'épiceries sociales et/ou solidaires existent déjà (GESMIP [2], ANDES [3], banques alimentaires [4], ...) l'objectif n'est donc pas de se substituer aux opérateur·ices déjà existant·es. Une quarantaine de structures est recensée en Haute-Garonne via le Soliguide (cf. annexe).



[1] https://www.memoireonline.com/03/15/8942/m_Epiceries-sociales-et-solidaires--histoire-et-typologie7.html

[2] <https://gesmip.fr/>

[3] <https://andes-france.com/nos-actions/les-epiceries-solidaires/qu-est-ce-qu-une-epicerie-solidaire/>

[4] <https://www.banquealimentaire.org/le-guide-pratique-des-epiceries-sociales-195>

PROPOSITION
2.1

Passer de « consommateur-rice » à « acteur-rice » de l'aide alimentaire via les épiceries sociales et/ou solidaires



Les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire classique sont souvent positionnées en « simple bénéficiaire » de colis alimentaires. Les membres de l'Assemblée citoyenne ont posé le constat que les épiceries sociales et/ou solidaires plaçaient les bénéficiaires en position d'acteur (diffère de la charité et de l'assistance), favorisent une mixité sociale (via une tarification différenciée) et promeuvent des valeurs différentes sur la consommation en général et sur les produits alimentaires en particulier.

Les membres de l'Assemblée citoyenne proposent donc que le CD 31 poursuive et amplifie son action auprès des épiceries sociales et solidaires via un appel à projet qui soutiendrait les projets alliant la double dimension sociale et solidaire. (Fonctionnement, locaux, animation du projet solidaire, etc.).

Concrètement :

- ④ Créer davantage d'épiceries sociales proposant des produits à prix réduits (10-30% du prix normal)
- ④ Offrir un accompagnement personnalisé et des ateliers (cuisine, budget, etc.) en plus de l'aide alimentaire
- ④ Impliquer les bénéficiaires dans le fonctionnement de l'épicerie pour favoriser l'autonomie
- ④ Améliorer la collecte et la logistique pour augmenter les volumes distribués
- ④ Diversifier les sources d'approvisionnement (invendus, dons d'entreprises, etc.)
- ④ Former les bénévoles pour assurer un accueil et une distribution de qualité

PROPOSITION 2.2

Favoriser l'implantation d'épicerie sociales et solidaires en milieu rural et « l'aller vers » via des épicerie mobiles

SOURCES

L'association EPISOL (en Isère), qui compte une épicerie solidaire située en milieu urbain, une épicerie solidaire ambulante, qui se rend sur différents lieux et un système de distribution de paniers hebdomadaires nous semble relever d'une bonne pratique <https://episol.fr/qui-sommes-nous/> parmi d'autres.

Le GESMIP [5] et Soliguide proposent des cartographies qui témoignent de la concentration des épicerie sociales et/ou solidaires, situées principalement sur la Métropole toulousaine au détriment des territoires plus ruraux.

Les membres de l'Assemblée citoyenne proposent donc que le CD31 favorise et appuie la création d'épicerie sociales et solidaires en milieu rural et également en favorisant les dispositifs qui iraient à la rencontre des bénéficiaires (de type épicerie mobile). Il convient néanmoins de créer les conditions pour que les formes « d'aller vers » en milieu rural n'aient pas pour effet de stigmatiser les bénéficiaires.



Concrètement :

Mettre en place des programmes de distribution mobile

- ① Utiliser des Food trucks pour atteindre les zones peu desservies
- ① Proposer des repas chauds et nutritifs préparés sur place afin de renforcer la dimension solidaire
- ① Établir des tournées régulières dans les quartiers prioritaires

Privilégier les circuits courts à destination des épicerie sociales et solidaires

- ① Développer les partenariats avec les producteurs·rices locaux·ales
- ① Organiser des marchés solidaires avec des prix adaptés
- ① Encourager l'agriculture urbaine et les jardins partagés

Lutter contre le gaspillage alimentaire au bénéfice des épicerie solidaires

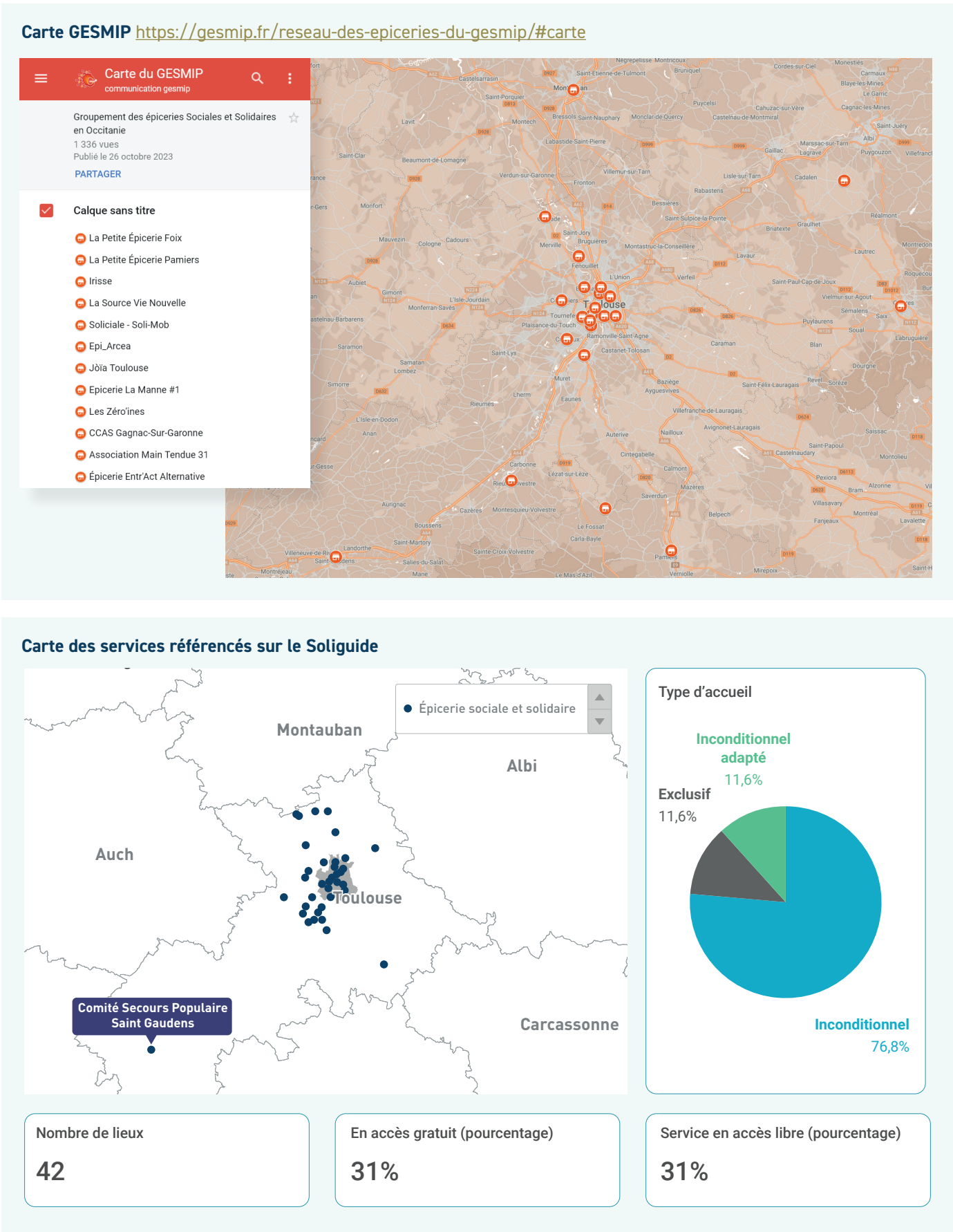
- ① Développer les applications de dons alimentaires
- ① Sensibiliser le grand public et les professionnel·les
- ① Assouplir les normes sur les dates de péremption

L'objectif est de combiner ces différentes approches pour créer un système de distribution alimentaire plus efficace, digne et durable pour les personnes en situation de précarité.

[5] <https://gesmip.fr/>

AXE 2 Distribution et coordination de l'aide alimentaire

Annexe cartographie des épiceries sociales en Haute-Garonne



PROPOSITION 3

Renforcement des services départementaux de la lutte contre la précarité alimentaire, pour un accès à une alimentation saine et de qualité, en connexion avec la production agricole de qualité sur le département (ou en proximité)

SOURCES

<https://www.haute-garonne.fr/actualite/ateliers-precarite-alimentaire>

<https://www.haute-garonne.fr/dossier/bien-manger>

Ces dernières années, tant au niveau national que départemental, nous assistons à une augmentation de la précarité, et particulièrement alimentaire. En 2023, les Restos du cœur ont distribué plus de 2,4 millions de repas, chiffre en hausse de 25% par rapport à 2022. Le Secours populaire soutient 40 000 personnes (aide alimentaire, matérielle, aide aux soins...).

Pour pallier ces situations, le Conseil Départemental intègre la lutte contre la précarité alimentaire dans le champ de ses compétences, la solidarité et l'aide sociale : il intervient notamment par le biais de subventions auprès des acteurs-rices de terrain.

Pour favoriser la transversalité, le CD peut avoir un rôle de « chef d'orchestre », et rapprocher les services et les acteurs-rices différent-es (cf. proposition 1 : quelques actions suggérées). La cohérence des actions est nécessaire pour éviter les « mille-feuilles », les doublons. Le principe d'une personne animatrice de ce réseau assurerait le lien entre les différentes entités.

Une harmonisation des lieux et des moments de présence sur le terrain : les distributions se répartissent aujourd'hui en fonction des acteurs-rices et de leurs échanges (Toulouse : Restos du cœur le soir, Secours populaire le dimanche matin, la Main tendue le dimanche...). La mutualisation des outils, notamment l'accès à des cuisines collectives (collèges ?) serait un des moyens à mettre en œuvre. En clair, il s'agit de coordonner les actions des acteurs-rices privé-es et public-ques dans le temps et les lieux géographiques. Il s'agit également de proposer un lieu ou des lieux spécifiques de cohésion et de rencontres, repérés et mis à disposition du réseau.

Une des questions qui se posent : comment faire connaître les services dédiés au grand public ? Comment les personnes en situation de précarité peuvent-elles s'impliquer dans ces scénarii ?

Aujourd'hui, des formations sont proposées aux élu-es, pour mieux répondre à ces enjeux. Des actions sur le territoire sont proposées au public.



Axe 3

Information, sensibilisation et solidarité

PROPOSITION 1

Imposer les notions de **qualité et circuits courts** dans le **cahiers des charges** passés entre les structures dépendantes du CD31 et leurs fournisseurs



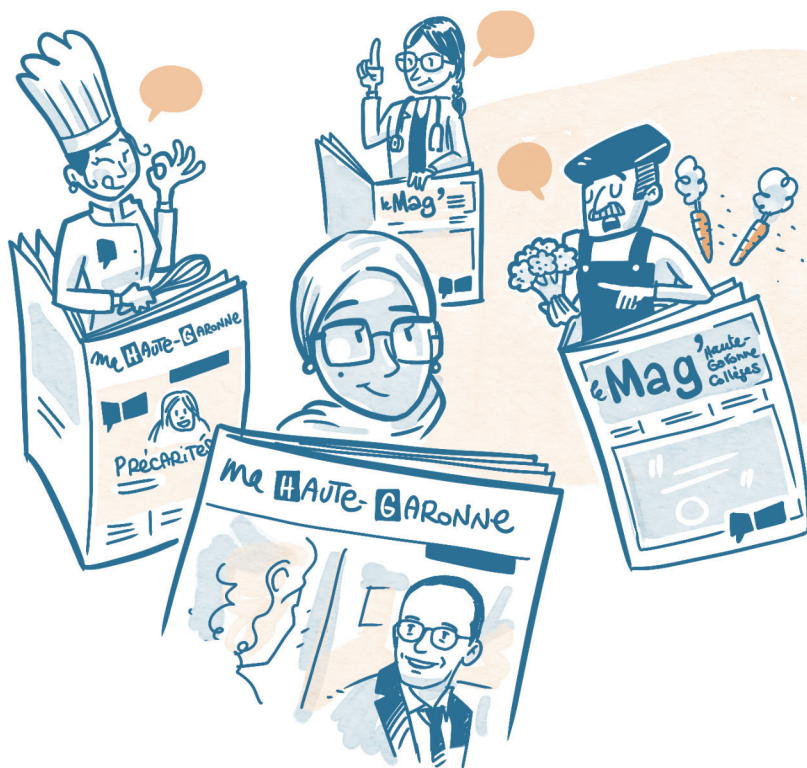
Sensibiliser aux **goûts** et à la **qualité** des produits/aliments

PROPOSITION 2



Utiliser des **moyens de communication** larges et existants pour diffuser des **supports pédagogiques** sur l'éducation alimentaire

PROPOSITION
3



PROPOSITION
4

Favoriser **l'entraide**, la solidarité alimentaire entre les personnes liées à **un collège**



pierre
CHANUT

INTRODUCTION

Une des actions que nous pensons pertinente est la sensibilisation à l'Aide Alimentaire.

Les objectifs sont :

- ② Faire savoir l'existence de la Précarité Alimentaire, connaître le public concerné et la manière d'apporter sa contribution.
- ② Éduquer : faire en sorte que chacun·e puisse apprendre à s'alimenter de façon simple et saine, depuis le plus jeune âge.
- ② Favoriser le partage & l'entraide, et diminuer le gaspillage.

Nous avons considéré les collèges comme point d'entrée pour traiter ce sujet. Mais dès que possible, nous avons élargi aux lieux dépendant du CD31.

Ainsi, les publics concernés par nos propositions sont :

- › Les collégien·nes et leurs familles
- › Les associations qui distribuent l'Aide Alimentaire subventionnées par le CD31
- › Toute autre structure collective gérée par le CD31 (EHPAD, restauration collective, MDS...)
- › Les PMI pour des actions auprès des crèches, Assistantes Maternelle en direction des 0-6 ans et leurs parents
- › Les Mairies pour toucher les 6-11 ans et les publics fragiles via les CCAS

PROPOSITION 1

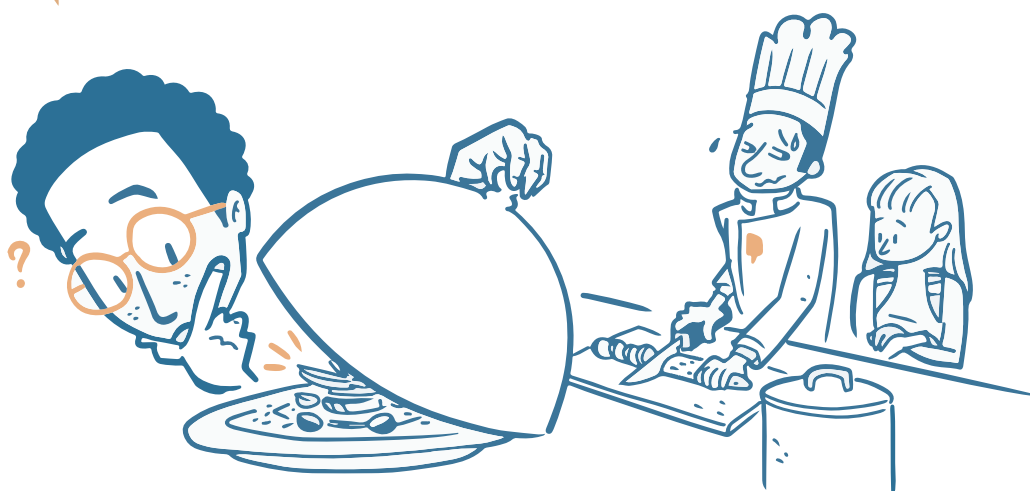
Imposer les notions de qualité & circuit-court dans les cahiers des charges passés entre les structures dépendantes du CD31 et leurs fournisseurs

Faire en sorte que toutes les usager·ères des restaurations collectives dépendantes du CD31 puissent bénéficier d'une alimentation de bonne qualité, disponible en circuit-court, et si possible « achetée à un prix équitable et juste pour les agriculteurs·rices, dans le respect des conditions de travail ».



PROPOSITION 2

Sensibiliser aux goûts et à la qualité des produits/aliments

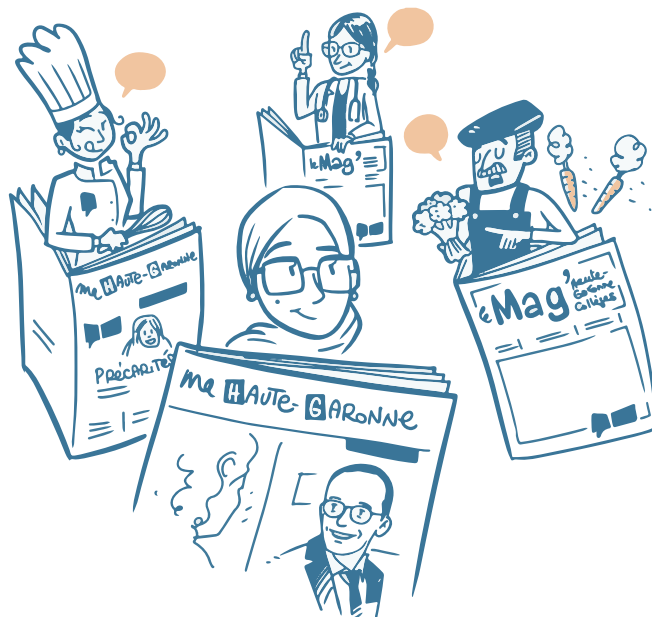


- ③ Sensibiliser aux goûts des aliments pour que les usager·ères puissent apprécier les aliments sains (non-transformés = fruits & légumes notamment) qu'on trouve dans nos commerces.
- ③ S'appuyer sur l'existant par exemple, les actions déjà organisées lors de « la semaine du goût ».
- ③ Organiser des ateliers "Découverte de la Cuisine" dans les collèges pendant les temps scolaires, à destination des collégien·nes volontaires, au même titre que des ateliers théâtre, sport, jeux de société...
- ③ Dans les collèges, organiser des interventions d'agriculteurs·rices locaux·ales pour présenter leurs produits.
- ③ Organiser des visites de collégien·nes dans les fermes alentours et si possible qui alimentent la restauration collective dont ils·elles dépendent.
- ③ Ouvrir les cuisines des collèges aux publics hors collège et pendant les périodes hors temps scolaire (soir, WE, vacances) et y proposer des ateliers. Le but est d'optimiser l'utilisation d'un matériel déjà en place pour en faire bénéficier un plus grand nombre.
- ③ Faire appel à un chef étoilé pour faire un menu gastronomique au collège.
- ③ Faire en sorte que chaque collégien·ne passe une ou deux fois an en cuisine pour découvrir l'organisation de la cuisine du collège et les métiers associés et pourquoi pas participer à la création d'un menu.

PROPOSITION 3

Utiliser des moyens de communications larges et existants pour diffuser des supports pédagogiques sur l'éducation alimentaire

Utiliser le Mag31 & Mag Haute-Garonne-Collège pour diffuser des articles dédiés à l'Éducation Alimentaire (Nutriments, Recettes de toutes cultures, équilibre alimentaire, carte des cueillettes, moments favorables pour prix accessibles, lieu de glanage, astuces et bons plans de manière générale...).



PROPOSITION 4

Favoriser l'entraide, la solidarité alimentaire entre les personnes liées à un collège



- ② Une idée consiste à inciter à la solidarité entre familles, de manière que les familles qui ont du surplus alimentaire puissent le donner à des familles dans le besoin (format à définir).
- ② Inciter la création de "Lunch Box" à l'image des Boîtes à Livres, pour de l'échange de produits/repas entre particulier-ères, autour des établissements du CD31.

COMPLÉMENTS

Plaidoyer pour la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) sur tout le territoire

Tenant compte que le Département est déjà bien engagé sur l'aire urbaine toulousaine nous plaçons en faveur de la reproduction de cet engagement de sécurité sociale de l'alimentation comme système universel sur tout le territoire de la Haute-Garonne. Pour que tout le monde ait accès à une alimentation de qualité, quelles que soient ses ressources, avec une priorité aux habitant·es en situation de précarité économique et alimentaire.

« La Caisse citoyenne d'alimentation de Toulouse est également en lien avec les PAT de Toulouse Métropole et du Sicoval, les jardins de Cocagne, le collectif Territoire à Vivre Toulouse (VRAC, Secours Catholique, GESMIP, Cocagne Alimen'Terre, CIVAM, Bio Ariège Garonne) et le Comité citoyen de l'alimentation de Castanet. Elle fait également partie du Réseau national des dynamiques locales vers une Sécurité sociale de l'alimentation. » <https://www.caissalim-toulouse.org/>

Rappel : « Aujourd'hui, des initiatives allant dans ce sens émergent, à l'instar de Caissalim, un projet initié par l'Institut national de la recherche agronomique (Inrae) et 10 associations, qui fait participer des ménages et des étudiants volontaires désireux de devenir acteurs de leur alimentation. À ce jour, Caiss'alim fédère 4 comités citoyens sur 4 territoires : Izards-La Vache-Borderouge, Montaudran-Saint-Exupéry-Pont des demoiselles, Pradettes et Calim'Potes à Ramonville-Castanet.

Le 21 septembre 2024 a eu lieu le lancement des deux caisses du Nord (Izards-La Vache-Borderouge) et Calim'Potes à Ramonville-Castanet pour leur mise en fonctionnement. »

SOURCE

<https://www.haute-garonne.fr/dossier/bien-manger>

Idées et propositions complémentaires

Les idées, pistes d'action et propositions suivantes sont issues des travaux des membres de l'Assemblée Citoyenne, sans avoir pu être approfondies et priorisées. Elles sont transmises ci-dessous pour nourrir les réflexions du Conseil Départemental sur le sujet de la précarité alimentaire.

Axes de travail non sélectionnés

- ① Définir les besoins en production et en distribution
- ② Création d'une assemblée citoyenne spécifique sur l'aide alimentaire
- ③ Définir un cadre pour l'aide alimentaire
- ④ Étudier les modes de financement de la SSA
- ⑤ Rendre accessible la SSA dans les établissements scolaires pour les élèves dans le besoin

Propositions

- ① Déterminer un seuil minimum de subvention pour les associations de l'aide alimentaire
- ② Ouverture des restaurations collectives le soir
- ③ Informer et faciliter le don aux associations reconnues d'utilité publique agissant sur la précarité alimentaire
- ④ Assouplir la réglementation pour utiliser les surplus alimentaires
- ⑤ Développer les cantines solidaires avec prix libre
- ⑥ Mise en place de jardin dit « d'utilité collective »
- ⑦ Favoriser le développement des projets d'alimentation territoriaux (PAT)

Discussion ouverte et points de débats

Au cours des travaux de l'Assemblée Citoyenne, les membres ont fait émerger plusieurs points de débat, exprimant des visions différentes du sujet de la lutte contre la précarité alimentaire. Ci-dessous sont résumées certaines de ces discussions, notamment lors des débats mouvants organisés à la plénière du 5 octobre 2024 dont sont issus les nombreux verbatims.

Qualité ou quantité : quelle priorité pour les personnes en situation de précarité alimentaire ?

Très tôt, dès la définition de l'auto-saisine, le sujet de la qualité de l'alimentation s'est posé pour les membres. Pour plusieurs, la réponse à la précarité alimentaire doit passer par une approche systémique, qui prend en compte

l'ensemble des systèmes alimentaires en remontant jusqu'à la production agricole.

D'après ces personnes, « si on fait des concessions à la qualité, on fait des concessions à l'écologie ». Le lien doit être fait entre la lutte contre la précarité alimentaire, une alimentation de qualité et une agriculture écologique et respectueuse de l'environnement. Aussi, fournir une alimentation de qualité aux personnes en situation de précarité alimentaire est aussi un enjeu sanitaire et nutritionnel. De nombreux problèmes de santé sont issus de la qualité médiocre des produits habituellement fournis aux bénéficiaires de l'aide alimentaire. « Est-ce qu'il faut donner des choses mauvaises aux personnes dans le besoin ? »

Cependant, pour quelques personnes, l'urgence justifie de fournir à manger avant tout, sans considération de critères élevés de qualité : « si les personnes ont faim, bio ou pas, elles mangent ». Elles s'inquiètent de la situation de personnes qui n'ont rien à manger : « La priorité n'est pas l'idéal. L'idéal est de bien manger ».

Une large partie des membres estiment pourtant qu'il faut trouver un juste milieu, que la réponse à la précarité alimentaire doit être une alimentation de qualité mais qu'il faut aussi pouvoir répondre aux situations d'urgence. « Tout le monde doit avoir à manger suffisamment avec un minimum de qualité ». De plus, un besoin de définition est nécessaire, et des membres précisent que la priorité est davantage un sujet nutritionnel et un enjeu de santé, que la question du goût ou du raffinement de la cuisine fournie.

Le rôle du Département : acteur direct ou soutien aux structures existantes ?

En abordant le sujet de la précarité alimentaire comme auto-saisine, les membres ont choisi ce sujet sans se contraindre vis-à-vis des compétences du Département. Au travers des auditions et échanges avec les services du Département, les membres du groupe auto-saisine ont pu découvrir les compétences limitées notamment en matière de production agricole.

Pourtant, dans une optique de développer une vision systémique et d'implication forte des institutions publiques, une proposition centrale revendique le placement du Département comme un acteur direct à part entière dans la production agricole et la distribution alimentaire pour lutter contre la précarité alimentaire. Ce rôle du Département a souvent été discuté pour trouver un équilibre viable et ambitieux dans les propositions.

Une majorité des membres soutient que les limites des acteurs associatifs, notamment dans des situations de crise, nécessitent que le Département prenne des responsabilités plus fortes. Les membres voient également le recours aux

associations comme une forme de « déresponsabilisation du politique », qui « finance et laisse les associations gérer et ferme les yeux ». Pour les membres, « le Conseil Départemental doit s'investir réellement ».

Pour quelques personnes, cette vision est « utopique », car « la réalité est que ce sont les associations jusqu'à aujourd'hui qui font le boulot ». Ces membres estiment que ce n'est pas le rôle du Conseil départemental de dire comment faire, et qu'il doit rester dans une posture de soutien et d'aide aux acteurs·rices dont c'est le métier.

D'autres soulignent les limites de compétences du Département, rendant nécessaire cette délégation. Est aussi évoqué que le Département peut prendre un rôle de lien et coordination, plutôt que de devenir lui-même acteur de la production et de la distribution alimentaire. Enfin, certaines personnes s'inquiètent du risque de changement possible de positionnement politique au Conseil départemental, et de la nécessité de garder une certaine indépendance pour l'aide alimentaire.

La Sécurité Sociale de l'Alimentation : proposition importante mais non priorisée car trop complexe

Le sujet de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) a été évoqué dès la plénière du 3 février, lors du choix du sujet d'auto-saisine. C'est un sujet déjà présent dans les travaux de l'Assemblée citoyenne sur la transition écologique.

Une audition en mai 2024 permet d'approfondir la compréhension du sujet, ses enjeux et l'ampleur du chantier qu'il représente. Lors de la plénière du 25 mai, deux sujets relatifs à la précarité alimentaire sont soumis au vote, dont celui de SSA. Ce dernier ne reçoit pas un soutien fort et n'est donc pas retenu comme l'un des axes à travailler au cours des mois suivants.

De nombreux·ses membres ont exprimé des craintes vis-à-vis de ce sujet vu comme très complexe, en particulier dans un temps de travail restreint pour l'auto-saisine. Bien qu'il n'ait pas été retenu, les membres soutiennent l'importance de considérer des approches systémiques au problème de la précarité alimentaire, dont la SSA fait partie.

